VILLE DE MIRECOURT

Procès verbal de la réunion du Conseil du 7 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le sept avril à dix-huit heures quinze, les membres du conseil municipal de MIRECOURT, dûment convoqués par le Maire Yves SÉJOURNÉ le vingt-sept mars deux mille vingt-cinq, se sont réunis en Mairie de MIRECOURT.

Présents : Mesdames et Messieurs

SÉJOURNÉ Yves, BABOUHOT Nathalie, CHIARAVALLI Danièle, WALTER Bruno, FERRY Jean-Luc, PRÉAUT Marie-Laure, MOINE Marie-Odile, MALLERET Fabien, BARBIER Elisabeth, SILLON Anne, ROBIN Nadia, MICHEL Thierry, BLONDELLE Marc, LABAYE Jérôme, VOUILLON Annie, HUMBERT Marie-Christine, JACQUOT Nicolas, JAMIS Patrice, CITOYEN Patrick, SAHAN Elvan

Absents excusés ayant donné pouvoir :

Madame VIDAL Françoise à Madame Marie-Odile MOINE
Madame CLÉMENT Valérie à Madame Marie-Laure PRÉAUT
Monsieur LAIBE Jean-François à Monsieur Jean-Luc FERRY
Madame BAILLY Laurence à Madame BABOUHOT Nathalie
Monsieur RUBIGNY Stéphane à Monsieur SÉJOURNÉ Yves
Monsieur MOURABIT Abderrahim à Monsieur WALTER Bruno

Absents :

Messieurs RUGA Roland, DAVAL Philippe, BELAZREUK Salim

Secrétaire de séance : Marc BLONDELLE

Quorum : 20 présents + 6 pouvoirs = 26 votants

L'ordre du jour de la séance :

- Approbation du procès-verbal de la séance du 24 février 2025 ;
 - Information concernant l'état annuel des indemnités 2024 perçues par les élus municipaux ;
1. Compte rendu des décisions du Maire exercées par délégation ;
 2. Fixation des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2025 ;
 3. Budget primitif 2025 ;
 4. Contrat d'abonnement au futur Réseau de Chaleur de Mirecourt ;
 5. Tableau des effectifs ;
 6. Régime indemnitaire de la Police Municipale ;
 7. Dérogation aux travaux réglementés en vue d'accueillir des jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en formation professionnelle ;
 8. Fourrière animale ;
 9. Questions et informations diverses.

- **Approbation du procès-verbal de la séance du 24 février 2025**

VOTE : unanimité

VILLE DE MIRECOURT

• Information concernant l'état annuel des indemnités 2024 perçues par les élus municipaux :

La loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 impose la présentation de l'état annuel des indemnités perçues par les élus, avant l'examen du budget de la collectivité.

Nom	Fonction	Montant brut annuel de l'indemnité	Frais	Avantages
BABOUHOT Nathalie	Adjoint	6 752,76 €	0	0
CHIARAVALLI Danièle	Adjoint	6 752,76 €	0	0
CLÉMENT Valérie	Conseillère déléguée	2 250,92 €	0	0
FERRY Jean-Luc	Adjoint	6 752,76 €	0	0
LABAYE Jérôme	Conseiller délégué	3 939,11 €	0	0
RUGA Roland	Adjoint	6 752,76 €	0	0
SÉJOURNÉ Yves	Maire	21 703,56 €	0	0
VIDAL Françoise	Adjoint	6 752,76 €	0	0
WALTER Bruno	Adjoint	6 752,76 €	0	0

1. Compte rendu des décisions du Maire exercées par délégation

➤ Décisions municipales :

n° 2025-02 : Vente d'un transpondeur à l'association Mirecourt Maquettes Club

➤ Renonciation à l'exercice du droit de préemption urbain sur la vente des propriétés appartenant à :

- Madame Claire DIDELOT, pour un bien cadastré A0-37, sis 343 Route de Maziro, au prix de 110.000,00 €
- Madame Sigrid GEANT, pour un bien cadastré AM-217, sis 3 Rue Chantaire, au prix de 62 000,00 €
- Madame Bernadette ENEL, pour un bien cadastré AC-213, sis Lieu-dit « au Fond de Jainveau », au prix de 18 000,00 €

2. Fixation des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2025

Le Maire propose de délibérer au sujet des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2025.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2025, comme suit :

- taxe d'habitation 28,13 %
- taxe sur le foncier bâti : 46,83 %
- taxe sur le foncier non bâti : 29,29 %

3. Budget primitif 2025

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, un débat sur les orientations budgétaires a été organisé le 20 janvier 2025. Le projet de budget primitif présenté est conforme aux orientations arrêtées lors de ce débat.

Le Maire donne lecture du budget primitif 2025, arrêté en dépenses et en recettes comme suit :

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
3 395 705,62 €	3 395 705,62 €	7 043 942,80 €	8 844 303,75 €

VILLE DE MIRECOURT

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

- décide d'approuver le budget primitif 2025 de la commune, tel qu'il est présenté par son Maire, voté au niveau du chapitre au sein de la section de fonctionnement et au niveau de l'opération au sein de la section d'investissement.
- décide d'appliquer la méthode de l'amortissement linéaire prorata temporis à compter du 1^{er} janvier 2025 à compter de la mise en service du bien.
- décide de fixer les durées d'amortissement pour les nouvelles immobilisations acquises à compter du 1^{er} janvier 2025 comme prévu dans le Règlement Budgétaire et Financier.
- décide de déroger à l'amortissement au prorata temporis pour les biens de faible valeur dont le montant unitaire est inférieur à 1500 € TTC.
- autorise le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement).
- habilite le Maire à prendre tous les actes nécessaires à la bonne exécution du budget et de la présente délibération.

4. Contrat d'abonnement au futur Réseau de Chaleur de Mirecourt

VU l'article L.2224-32 et les articles L.1311-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment les articles L.2122-1- 1, L.2122-1-4,
VU l'article R.2122-3 du Code de la commande publique,
VU la délibération du conseil municipal du 9 septembre 2024 approuvant à l'unanimité la création de la SAS LTE pour la création d'un réseau de production et de distribution de chaleur,
VU les projets de contrats d'abonnement,

La Commune de Mirecourt s'est engagée dans une politique volontariste de maîtrise de l'énergie visant à réduire ses dépenses et limiter son impact environnemental.

La société DALKIA a pris l'initiative de la création d'un réseau privé sur le territoire communal. Le réseau de chaleur urbain livrera 17,2 GWh de chaleur à 20 points de livraison sur le territoire de la ville de Mirecourt, avec un taux d'ENR estimé à 81,4%.

La Commune de Mirecourt est sollicitée pour raccorder des bâtiments publics situés sur le tracé de ce futur réseau (hôpital, gymnase, piscine, écoles...). Les éléments de tarification et de conditions du service de fourniture de chaleur aux abonnés sont regroupés dans le contrat d'abonnement joint en annexe.

Il en résulte les éléments financiers suivants :

- Prix moyen de la chaleur sur la durée du contrat pour les abonnés : 103,79 € TTC
- Total de 20,1 M€ d'investissement en CAPEX pour la société Dalkia, dont 5,6 M€ pour la SAS LTE de production d'ENR et 14,5 M€ pour la distribution.
- Les coûts de raccordement nécessaires aux travaux de raccordement sont supportés par le distributeur sous réserve de la signature d'une police d'abonnement par l'abonné avant le 31.12.2025 et la cession par l'abonné au distributeur des CEE obtenus dans le cadre des travaux de raccordement.

Par ailleurs, Dalkia propose à la commune de Mirecourt et à la Communauté de Communes Mirecourt Dompain de payer la redevance R24 de manière capitalisée lors de la souscription du contrat d'abonnement. De manière générale, le paiement d'une redevance R24 capitalisée permet :

- Pour l'opérateur de bénéficier dès la souscription des abonnés concernés de fonds disponibles pour financer les travaux et d'éviter un recours à l'emprunt sur les sommes perçues.
- Pour la collectivité d'autofinancer les travaux si la commune dispose d'un fonds de roulement suffisant et de les financer par emprunt le cas échéant avec un taux de financement inférieur à celui

VILLE DE MIRECOURT

de l'opérateur.

Il est donc proposé que la commune paye une redevance R24 capitalisée de 321 392 € HT lors de la souscription du contrat d'abonnement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des membres présents et représentés** (M. Nicolas JACQUOT ayant quitté la séance et n'ayant pas pris part au débat et au vote de cette délibération), décide :

- d'approuver le projet de contrat d'abonnements portant sur les sites communaux suivants :
 - o Espace Pluriel
 - o Espace Robert Flambeau
 - o Hôtel de Ville
 - o Ecole maternelle
 - o Ecole élémentaire Simone Veil
 - o Centre social
 - o Véranda
 - o Villa Mougnot
 - o Secours populaire
 - o Garderie Voiriot
 - o Salle Clémenceau
 - o Centre d'accueil
- d'approuver le paiement d'une redevance R24 capitalisée de 321 392 € HT ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer lesdits contrats ainsi que tous les documents découlant de la présente délibération ;
- de charger Monsieur le Maire ou toute personne habilitée par lui, d'accomplir les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

5. Tableau des effectifs

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des membres présents et représentés** décide de modifier le tableau des effectifs comme suit :

- Chef de Police Municipale à compter du 1^{er} mai 2025 : + 1

Suite à la campagne de promotion interne, il y a lieu de supprimer les anciens grades des agents nommés, à savoir :

- Agent de maîtrise principal : - 1
- Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : - 3
- Adjoint technique principal de 2^e classe : - 1

6. Régime indemnitaire de la Police Municipale

Le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de modifier le régime indemnitaire de la Police Municipale.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L 714-13,

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des gardes champêtres,

Vu le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

VILLE DE MIRECOURT

Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

Vu le décret n°94-731 du 24 août 1994 portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu l'avis du Comité Social Territorial (CST) en date du 17 septembre 2024,

Vu l'avis du Comité Social Territorial (CST) en date du 25 mars 2025,

Considérant que les agents appartenant à la filière police municipale et garde champêtre sont exclus du champ d'application du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Considérant que les textes applicables aux agents de police municipale et aux gardes champêtres sont des textes spécifiques,

Considérant que suite à la publication du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, un nouveau régime indemnitaire pour les agents relevant de la filière police municipale est institué en remplacement de l'existant. Ce nouveau régime repose ainsi sur une nouvelle prime dénommée indemnité spéciale de fonction et d'engagement, composée d'une part fixe et d'une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour les cadres d'emplois concernés,

Considérant que le Conseil Municipal a mis en place le versement du nouveau régime indemnitaire au profit de ses agents de la filière police municipale par délibération du 7 octobre 2024.

Modification du montant plafond :

- Le montant plafond pour le cadre d'emploi des chefs de service de Police Municipale est augmenté à 7 000 euros (au lieu de 2 200 euros).

Les autres articles restent inchangés.

Crédits budgétaires :

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

L'attribution de l'indemnité susvisée fera l'objet d'un arrêté individuel pour la part fixe et d'un arrêté individuel pour la part variable dans le respect des conditions fixées dans la présente délibération.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des membres présents et représentés :**

- **ACCEPTER de modifier le montant plafond du cadre d'emploi des chefs de service de Police Municipale et le porter à hauteur de 7000 euros.**
- **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires.
- **DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget, chapitre 012.
- **D'AUTORISER** l'autorité territoriale à fixer un montant individuel pour chacune des parts aux agents bénéficiaires dans les conditions et limites énoncées ci-dessus par le biais d'un arrêté individuel.

VILLE DE MIRECOURT

7. Dérogation aux travaux réglementés en vue d'accueillir des jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en formation professionnelle

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail et notamment ses articles L.4121-3, L.4153-8 et L.4153-9 ;

Vu la loi n°84 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'évaluation ou l'actualisation des risques consignés dans le document unique d'évaluation des risques professionnels de la commune ou de l'établissement mis à jour ;

Vu les actions de prévention visées aux articles L.4121-3 et suivants du code du travail ;

Vu les autres obligations visées à l'article R.4153-40 du code du travail ;

Considérant que la formation professionnelle permet aux jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une collectivité territoriale ou dans un établissement public en relevant ;

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

Considérant l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs consignés dans le document unique d'évaluation des risques professionnels et la mise en œuvre des actions de prévention, visées aux articles L.4121-3 et suivants du code du travail ainsi que les autres obligations visées à l'article R.4153-40 du même code ;

Considérant que la présente délibération de dérogation constitue une décision initiale ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des membres présents et représentés** :

- DECIDE le recours aux jeunes âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en formation professionnelle pour effectuer des travaux dits « réglementés » et de déroger aux travaux interdits en vue d'accueillir ces jeunes mineurs à compter de la date de la présente délibération,
- DECIDE que la présente délibération concerne le secteur d'activité du service espaces verts de la collectivité.
- DECIDE que Monsieur le Maire de la Ville de MIRECOURT est l'autorité territoriale accueillant les jeunes mineurs amenés à effectuer des travaux dits « réglementés »,
- DECIDE que la présente décision est établie pour trois ans renouvelables,
- DIT que les travaux sur lesquels porte la délibération de dérogation, les formations professionnelles concernées, les lieux de formation connus et les qualités et fonctions des personnes chargées d'encadrer les jeunes pendant ces travaux figurent en annexe 1.
- DIT que la présente délibération de dérogation sera transmise pour information aux membres du CST et adressé concomitamment, par tout moyen permettant d'établir la date de réception, à l'agent chargé de la fonction d'inspection compétent,

8. Fourrière animale

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des membres présents et représentés**, décide :

- d'approuver la convention avec la Société Vosgienne de Protection Animale pour la mise en œuvre d'une fourrière animale ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tous les documents découlant de la présente délibération ;

VILLE DE MIRECOURT

- de charger Monsieur le Maire ou toute personne habilitée par lui, d'accomplir les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

9. Questions et informations diverses

Etablissement de la liste du jury criminel pour l'année 2026

La séance est levée à 20h15.

Yves SÉJOURNÉ
Maire

Marc BLONDELLE
Secrétaire